

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2216

Artikel: Des aliments équitables partout, comme en Suisse : votation du 23 septembre: l'exceptionnalisme vertueux des nantis
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023290>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pressions croissantes de leur part. Et c'est priver les seconds des ressources indispensables à leur développement.

Dans la balance, le financement additionnel de l'AVS ne pèse pas lourd. Cette contrepartie au cadeau offert aux entreprises sera financée en grande partie par les salariés (augmentation du taux

de cotisation AVS). La transaction s'avère d'autant plus douteuse que l'électorat devra accepter le paquet: une sucrerie sociale pour faire passer la pilule fiscale.

Le [net refus](#) populaire de RIE III aurait dû susciter une profonde réorientation de la politique fiscale: limitation de la concurrence fiscale intercantonale par l'édiction

d'un taux plancher d'imposition des entreprises et suppression des niches permettant de soustraire à l'impôt une partie non négligeable des bénéficiaires. A défaut, le Parlement se doit de découpler les deux sujets (financement de l'AVS et fiscalité des entreprises) de manière à ce que le souverain puisse exprimer clairement ses préférences.

Des aliments équitables partout, comme en Suisse

Votation du 23 septembre: l'exceptionnalisme vertueux des nantis

Albert Tille - 28 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33591>

Les Verts demandent par [initiative](#) que la Confédération améliore la qualité des aliments et que leur production respecte l'environnement, les animaux et les travailleurs agricoles.

La Suisse est déjà un bon élève en la matière. L'[article 104](#) de la Constitution impose une agriculture «*de développement durable*», l'[article 118](#) interdit les aliments dangereux pour la santé, les [articles 110](#) et [114](#) déterminent la législation sur le travail. Le Conseil fédéral estime donc dans son [Message](#) que l'initiative des Verts est superflue. La Constitution garantit déjà largement en Suisse l'agriculture responsable et les aliments équitables.

Mais l'initiative contient une exigence très innovante. Les produits agricoles importés

devront répondre aux normes valables en Suisse. Pas d'aliments étrangers contenant des œufs de poules élevées en batterie. Pas d'importation de produits agricoles cultivés sans respecter l'environnement. Pas de fruits récoltés par des travailleurs mal payés.

Cette stricte exigence fait problème. Elle est d'abord inapplicable. Très difficile, voire impossible de savoir comment des aliments importés sont produits et transformés. Elle est ensuite contraire aux accords conclus par la Suisse. L'OMC régleme le commerce international par des droits de douane qui limitent la liberté des échanges. Mais elle interdit les obstacles non tarifaires aux échanges. Un pays qui s'est engagé à laisser entrer une marchandise moyennant une

certaine taxe ne peut l'interdire pour une autre raison. Or c'est justement ce que demande l'initiative pour des aliments équitables. La non-conformité aux normes suisses créerait autant d'obstacles permettant aux pays partenaires de prendre des mesures de rétorsion.

Tout comme l'initiative d'Uniterre ([DP 2215](#)), celle des Verts représente une menace pour d'autres secteurs de l'économie.

Les agriculteurs s'insurgent fréquemment contre ces aliments étrangers qui leur font concurrence alors qu'ils sont contraints, eux, de les produire à des conditions suisses plus onéreuses. Mais on peut leur répondre que les [paiements directs](#), qui assurent une large part du revenu paysan,

compensent ces surcoûts de production.

Bien des consommateurs défendent les aliments équitables même s'ils sont plus chers. Ils peuvent le faire en achetant suisse. Le choix est

facile. Ils peuvent même être plus exigeants par des achats bio ou aux producteurs locaux qu'ils connaissent. Par ce comportement, ils peuvent espérer contribuer tant soit peu à une agriculture plus

écologique et responsable partout dans le monde.

Mais pourquoi ne pas laisser les consommateurs modestes acheter des produits étrangers à portée de leur bourse? Ce serait tout à fait équitable.

CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre

Diaboliser le dossier entre la Suisse et l'Union européenne ne mène à rien

Jean-Pierre Ghelfi - 29 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33596>

Si la Suisse veut maintenir des relations étroites avec l'Union européenne (UE), la signature d'un accord institutionnel paraît inéluctable.

La conclusion de cette négociation, quoi qu'ait pu dire le chef du département fédéral des affaires étrangères, ne pourra pas intervenir cette année. Le dossier est trop complexe et les intérêts en jeu trop multiples. Surtout, il fait l'objet de controverses et de divergences entre les différents acteurs du pays — voir, dernier en date, le problème du marché du travail ([DP 2213](#)). L'année prochaine semble également peu propice eu égard à la conclusion des négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit), aux élections européennes et aux élections fédérales en Suisse. Ce sera donc plutôt pour 2020.

Ce répit devrait permettre de mieux préciser la nature des enjeux et de trouver peut-être un compromis susceptible de

rallier une majorité aux Chambres fédérales et dans la population. Ce ne sera néanmoins ni simple ni évident.

L'UDC n'a de cesse de caricaturer la problématique. Notre pays devrait chercher à intimider l'UE pour l'amener à renoncer à camper sur des positions qualifiées d'intransigeantes et de dogmatiques. Quelle bonne idée! Pas de doute: l'UE ne tarderait pas à les assouplir, peut-être même, qui sait, aller à résipiscence.

Se mettre à genoux

Bien que la situation soit inversée, cette attitude n'est pas éloignée de celle adoptée par les partisans du Brexit. Ces derniers ont prétendu que sortir de l'UE ne poserait aucun problème. L'UE serait dans ses petits souliers. C'est elle qui se mettrait à genoux pour quémander les arrangements indispensables pour survivre au départ de la

Grande-Bretagne — argument effectivement utilisé dans la campagne précédant le référendum de juin 2016.

Deux ans plus tard, la réalité ne correspond pas précisément à ce scénario. Londres ne tient pas le couteau par le manche. Pour une raison simple: la Grande-Bretagne a plus besoin de l'UE que le contraire. C'est l'île qui ne veut plus être arrimée au continent, ce ne sont pas les continentaux qui la rejettent. Le Brexit pose une foule de problèmes aux Britanniques. Pas, ou peu, aux Européens. Les brexitaires refusent de l'admettre. Les négociations n'avancent pas, disent-ils, parce le gouvernement n'est pas assez ferme. S'il adoptait une position intransigeante, Bruxelles finirait par ployer.

On croit entendre des [élus helvétiques](#) préconisant de taper du poing sur la table pour intimider Bruxelles, l'amener à lâcher du lest en reconnaissant